



**Est
Ensemble**

www.est-ensemble.fr

PROCHAIN NUMÉRO DU MAG' : EN JANVIER DANS VOTRE BOÎTE AUX LETTRES !

EST 04 ENSEMBLE LE MAG'

LE MAGAZINE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION



RETROUVEZ
VOTRE SUPPLÉMENT

TEMPS
L'AGENDA
LIBRES

L'agenda de vos loisirs

DANS CE NUMÉRO

ACTUS

page 04

REPORTAGE AU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

page 06

ÉCHANGE AUTOUR DE LA JOURNÉE DE LA JUPE

page 08

THOMAS LEGRAND & LAURE WATRIN, GERVAISIENS

page 10



LE PAYSAGE INSTITUTIONNEL D'EST ENSEMBLE

page 12

TRIBUNES

page 14

En couverture : premier bain,
maternité des Lilas, octobre 2011.

Ci-contre : délégation d'élus
comoriens reçue le 12 octobre 2011
au siège d'Est Ensemble.



EST ENSEMBLE JUSQU' AUX COMORES



La coopération intercommunale est un sujet d'actualité dont l'intérêt en matière de dynamique administrative dépasse largement le cadre de nos frontières. Ainsi, l'île de la Grande-Comore a décidé d'entreprendre une ambitieuse réforme pour ramener de 220 à 28 le nombre de ses communes.

Souhaitant s'inspirer de notre modèle de regroupement de communes, une délégation comorienne composée du président et du secrétaire général de l'association des maires de la Grande-Comore, de trois élu(e)s ainsi que d'un vice-président du Conseil de l'île, a été reçue le 12 octobre dernier par Anne-Marie Heugas, vice-présidente d'Est Ensemble déléguée à la Coopération décentralisée et aux Affaires européennes.

Concertation des habitants, réflexions sur la répartition des compétences entre villes et Communauté d'agglomération, démocratie participative : les méthodes de travail d'Est Ensemble ont été exposées à la délégation comorienne et débattues durant tout un après-midi.

Le modèle de structuration de notre jeune Agglo devrait donc faire des émules dans l'océan Indien, ce qui est pour nous tous, élus et collaborateurs d'Est Ensemble, un motif de satisfaction et de fierté. Car le partage de nos expériences et de nos savoir-faire fait aussi partie de nos valeurs.

Bertrand KERN
Maire de Pantin, président d'Est Ensemble

EST ENSEMBLE LE MAG' est le magazine bimestriel de la Communauté d'agglomération Est Ensemble regroupant les villes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville.

Directeur de la publication : Bertrand Kern / Vice-présidente déléguée à la communication : Nathalie Berlu / Directeurs de la rédaction : Thomas Laparre et Valérie Duverger Nédellec / Conception éditoriale et graphique : agence Avec des Mots / Photographie : © Virginie de Galzain ; © mairie de Romainville (p.4) ; © Carole Martin (p.5) ; © mairie de Bondy (p.5) ; © Fotolia (p.6).

Ce numéro a été imprimé à 190 000 exemplaires par YDPrint aux Presses de Bretagne avec des encres végétales et sur papier labellisé.

Il a été distribué par ISA Plus.

Communauté d'agglomération Est Ensemble : 100, avenue Gaston-Roussel. 93232 Romainville cedex.

Contact : lemag@est-ensemble.fr ; 01 79 64 54 96.



EST ENSEMBLE DÉFEND L'ACCÈS AUX SOINS

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Stratégique Régional de Santé¹, Bertrand Kern, président d'Est Ensemble et François Miranda, conseiller communautaire délégué à la Santé, ont fait part des valeurs sociales défendues par l'Agglo en termes d'organisation et d'accessibilité des soins. Ils défendent notamment le renforcement de la médecine publique.

La santé, porteuse de développement

« La médecine publique n'est pas une charge budgétaire parmi d'autres. Nous devons l'appréhender comme un investissement stimulant la croissance économique », expliquent Bertrand Kern et François Miranda. La dépense est considérable, certes, mais facteur de développement, de progrès humain : « Il s'agit d'une réponse fondamentale aux besoins sociaux exprimés sur nos territoires. Notre mission, en tant que Communauté d'agglomération, est d'œuvrer à réduire les inégalités dans l'accès aux soins. Nous défendons par exemple les établissements médicaux de proximité. » Autre point souligné par les représentants de l'Agglomération, et délaissé par les politiques de santé régionales : les condi-

tions de travail au sein des établissements franciliens. « Les questions de formations, universitaire ou professionnelle, de recrutement, de conditions de vie des personnels doivent être prises en compte, car elles impactent directement la qualité des soins et le service rendu aux citoyens. » Enfin, Bertrand Kern et François Miranda appellent l'ARS à organiser une concertation publique afin de permettre aux professionnels et aux usagers de participer aux débats.

¹ Le PSRS, établi pour les années 2011 à 2015 par l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France (ARS).

Maternité des Lilas : vers la fin du blocage ?

Sollicité par Daniel Guiraud, maire des Lilas, le Conseil communautaire vient d'affirmer à l'unanimité son soutien au projet de reconstruction de la maternité des Lilas. Initié en 2006, ce dossier avait obtenu en 2007 l'accord de l'État, assorti d'une promesse de subvention de 7 millions d'euros (un tiers du coût total). En 2010, permis de construire en poche, la ville était en passe d'acheter le terrain quand l'Agence régionale de santé a bloqué le projet, dans l'attente de garanties supplémentaires. Le Conseil communautaire invite cette dernière à reconsidérer sa décision, préjudiciable aux 1700 femmes qui accouchent chaque année dans cette maternité ainsi qu'aux 1300 qui ont recours à une interruption volontaire de grossesse.

→ ROMAINVILLE

Inauguration de la collecte pneumatique

Le 15 octobre 2011, la collecte des déchets par aspiration pneumatique a été inaugurée à Romainville. Une grande première en France ! Le principe est simple : vous déposez vos déchets dans des bornes près de chez vous, ceux-là sont automatiquement acheminés, en sous-sol, vers l'unité de compactage du 95-97 avenue de Verdun. 2602 logements sont concernés, dans quatre quartiers : Marcel-Cachin, Youri-Gagarine, Amitié et Oradour. À noter : les consignes de tri restent inchangées.



→ AGGLO

Assainissement : une compétence communautaire

Début septembre, la gestion de la compétence d'assainissement est devenue l'affaire d'Est Ensemble, et non plus celle de votre ville. Une direction communautaire de l'Eau et de l'Assainissement a été mise en place et les agents se répartissent désormais entre trois sites : Romainville, Bondy et Bobigny. L'Agglo se charge également des demandes urgentes. Pour toute question, contactez les services techniques au 01 79 64 54 01 ou sur : eau-assainissement@est-ensemble.fr.

ÉCOLES « VERTES » : D'AUTRES CHANTIERS DANS L'AGGLO

En matière de développement durable, les bâtiments publics se doivent d'ouvrir la voie. Avec Bagnolet, Montreuil et Pantin (voir *Le Mag* de septembre), deux groupes scolaires de Romainville et de Bondy misent aussi sur le respect de l'environnement.



À Romainville

Le futur groupe scolaire Gabriel-Péri Paul-Vaillant-Couturier réunira, dès la rentrée 2012, 20 classes au sein d'un bâtiment entièrement repensé en haute qualité environnementale. Tous les aspects du développement durable

seront pris en compte : choix de matériaux pérennes, toiture végétalisée, récupération des eaux de pluie, recherche de lumière naturelle et partage des espaces, pour réduire le coût du chauffage.

À Bondy

Le quartier jardin Saint-Blaise accueille 225 enfants dans une école maternelle toute neuve, équipée de panneaux solaires fournissant 40 % de l'énergie utilisée. Le végétal, omniprésent, apporte à tous fraîcheur, oxygène et... sérénité, propices à l'apprentissage. À la prochaine rentrée, les deux écoles élémentaires du groupe Terre-Saint-Blaise achèveront elles aussi leur révolution verte.



LA TÊTE DE L'AGGLO

Vous habitez l'une des neuf villes de la Communauté d'agglomération et avez entre 1 et 101 ans ? Vous aimeriez participer à une série de portraits d'habitants d'Est Ensemble ? Adressez-nous un mail de « candidature » expliquant pourquoi ce projet vous intéresse et en quoi vous pensez représenter les citoyens de l'Agglo. Si vous êtes sélectionné, vous serez invité à une séance de prise de vue avec un photographe professionnel ; les photos illustreront de prochaines couvertures d'*Est Ensemble*, *Le Mag*.

À NOTER : pour les mineurs, une autorisation parentale est obligatoire.
Candidature : lemag@est-ensemble

→ AGGLO

Concertation publique : téléchargez le bilan

Le 6 octobre 2011, avait lieu la réunion de restitution de la concertation publique organisée ce printemps. Des dizaines de pistes de travail, résultant de quelque 700 contributions citoyennes, ont été proposées aux élus en matière de logement, de santé, de transport ou encore de culture. Le bilan est téléchargeable sur le site Internet d'Est Ensemble : www.est-ensemble-concertation.fr. Vous souhaitez le recevoir chez vous ? Adressez votre demande écrite au 100, avenue Gaston-Roussel, 93 232 Romainville cedex.



→ BAGNOLET

Urbanisme : le renouveau du centre-ville

En lançant un ambitieux projet d'aménagement territorial, le maire de Bagnolet, Marc Everbecq, et l'équipe municipale entendaient bien offrir à la ville une nouvelle jeunesse. Et c'est le cas ! Outre le chantier de rénovation de l'Hôtel de ville, la campagne d'urbanisme comprend : la construction d'immeubles d'habitations et de parkings, l'implantation de commerces et la création d'une ouverture vers la porte de Bagnolet. Objectif : désenclaver et dynamiser le centre tout en préservant le quartier historique.

DOSSIER TERRITOIRE

Le Conseil de développement d'Est Ensemble a tenu sa première séance plénière le 18 octobre 2011. Comment fonctionne-t-il ? Qui le compose ? Quelles sont ses priorités ? Zoom sur une institution 100 % citoyenne.

LE CODEV QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le Conseil de développement (Codev) est un espace de concertation, d'information et de débat qui permet aux habitants d'Est Ensemble de participer à l'élaboration et au suivi des politiques publiques. Depuis juin 1999, la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement durable du Territoire (dite loi Voynet) rend cette instance obligatoire au sein de chaque agglomération. L'objectif : prendre en compte le point de vue des acteurs de la société civile lors de la mise en œuvre des projets communautaires.

Toute la diversité d'Est Ensemble

Le Conseil de développement se compose de 81 membres (sollicités par l'Agglo ou volontaires), hommes et femmes, originaires des neuf villes. Répartis en six collèges, ils reflètent toute la diversité des acteurs locaux : habitants, associatifs, chefs d'entreprise, représentants syndicaux, agents des services publics, etc. Particularité du Codev d'Est Ensemble : aucun élu ne le compose, afin de préserver l'indépendance des travaux. Pierre Stoeber, conseiller communautaire délégué, souligne : « *Le défi est de construire une légitimité commune à partir d'individualités d'horizons très différents. Les membres du Conseil de développement doivent regarder au-delà de leur ville d'origine et des structures dont ils sont issus, afin de proposer une réflexion et une expertise collectives.* »

81 membres, répartis en 6 collèges

- Personnalités qualifiées (9)
- Habitant(e)s (9)
- Syndicats (8)
- Entreprises (14)
- Services publics (16)
- Associations (25)



Le Codev dispose de tous les moyens pour fonctionner de façon pleinement autonome. Inscrit dans la charte de fonctionnement d'Est Ensemble, il est composé de citoyens représentatifs de nos territoires. C'est maintenant à ses membres de faire vivre cet outil de démocratie participative et de lui donner les orientations qu'ils souhaitent. "

Pierre Stoeber, conseiller communautaire délégué au Conseil de développement

Échanger, débattre, proposer

Le Codev peut être sollicité par le Conseil communautaire de l'Agglomération pour émettre un avis sur un sujet précis. Il a aussi la possibilité de s'auto-saisir afin d'étudier une question de son choix. La méthode de travail est simple : répartis au sein de groupes thématiques, les conseillers réfléchissent, dialoguent et élaborent des propositions, qui sont ensuite débattues et votées en assemblée plénière. Un Bureau, constitué d'au moins un représentant de chaque collège, valide et arbitre cette procédure. Au total, quatre à cinq séances plénières seront organisées chaque année.



PREMIÈRE SÉANCE À ROMAINVILLE

▲ Le 18 octobre 2011, salle du conseil au 100, avenue Gaston-Roussel à Romainville.

Mardi 18 octobre 2011, Hôtel d'agglomération, 18h30. Pour la première fois, les membres du Conseil de développement se réunissent, en présence de Bertrand Kern, président d'Est Ensemble. « Vous aurez votre mot à dire dans le cadre de l'élaboration de notre projet de territoire. Nous souhaitons que vous soyez une assemblée vivante, de débats, de propositions, de confrontations dans le respect des uns et des autres ; que vous soyez l'aiguillon de cette Communauté d'agglomération », déclare-t-il.

Tout un programme !

La séance se poursuit avec le témoignage du président du Codev de la Communauté d'agglomération de Saint Quentin-en-Yvelines

(78), Yves Londechamp, qui souhaite affirmer son soutien à Est Ensemble et partager son expérience. « Vous devez prendre le temps d'élaborer une réflexion, de la documenter, de créer un consensus à partir de votre diversité », explique-t-il. « Vous pourrez bénéficier de toute l'expérience et des réseaux d'autres Codev. »

Un temps de parole permet aux participants de se présenter et d'exposer leur vision de l'institution. Enfin, les membres du Bureau sont élus par leurs pairs. Le Conseil de développement peut désormais entrer en action.

Ses premiers chantiers ? La mise en œuvre du Plan Climat Énergie Territorial, le Programme Local de l'Habitat et l'agenda 21 de votre Agglo.



3 questions à

Claude Devoucoux, représentant de l'UFC Que choisir Seine-Saint-Denis Ouest. Membre du Conseil de développement au sein du collège des associations.

Pourquoi participer au Conseil de développement ?

Nous nous sommes portés volontaires pour faire valoir les préoccupations des consommateurs au sens large du terme, c'est-à-dire de nos adhérents mais aussi de tous les habitants d'Est Ensemble. Nous voulons faire remonter aux élus les besoins exprimés sur le terrain, partager avec eux notre expérience.

Quels sont ces besoins ?

Le logement, les équipements, les transports et les services publics. Le problème du logement, public et privé, est l'un des plus urgents. Il faut réaliser de nouvelles implantations, réhabiliter les constructions existantes dans une optique d'économie d'énergie. Et surtout, maîtriser le coût des loyers et des charges. Les habitants se trouvent dans des situations de plus en plus précaires.

Comment améliorer la situation ?

Procéder à l'inventaire des besoins en logement sur l'ensemble du territoire pour connaître la situation avec précision puis apporter les réponses adéquates. En tant que membre du Conseil de développement, nous pourrions être force de propositions sur ce dossier clé. C'est une charge de travail non négligeable, mais passionnante !



DES JUPES CONTRE LES INSULTES ?

Sihem Habchi, présidente de l'association Ni Putes Ni Soumises



**CARTE
D'IDENTITÉ**
36 ans,
ancienne
membre du
collège de
la Halde, et
porte-parole
d'Arnaud
Montebourg
dans le
cadre de
la primaire
présiden-
tielle
socialiste
de 2011.

**Aujourd'hui plus que
jamais, la jupe est
un symbole fort, une
expression de liberté,
parfois même
de résistance. "**

La jupe est-elle encore un symbole de féminité ?

Certaines femmes avouent ne pas oser « porter de jupe », question de choix. D'autres déclarent ne pas vouloir risquer de se « mettre en femme », question de sécurité. Se faire systématiquement insulter, se faire cracher dessus, c'est grave ! Oui, plus que jamais, la jupe est un symbole fort, une expression de liberté, parfois même de résistance. S'habiller le matin peut devenir un acte militant simple. Porter une jupe le 25 novembre, c'est soutenir chaque Française qui subit le fait d'être née femme.

L'événement est-il lié au film *La Journée de la jupe* ?

L'évocation de la jupe comme emblème de Ni Putes Ni Soumises remonte à 2004. Elle n'est donc pas liée au film de Jean-Paul Lilienfeld, sorti en 2009. En revanche, celui-ci nous a inspirés l'idée de créer une opération militante nationale, une « journée de la jupe », chaque 25 novembre.

Qu'attendez-vous de l'édition 2011 ?

L'édition 2010 a rencontré un vrai succès. 150 000 jupes militantes, une médiatisation exceptionnelle, des interrogations, des débats engagés à l'échelle nationale... L'asso a atteint son objectif : faire sortir le sujet des violences faites aux femmes des quartiers. L'écho de l'événement est même allé jusqu'en Tunisie, où une antenne de Ni Putes Ni Soumises a été créée.

Cette année, il faudra en parler encore plus ! Nous pensons organiser un bal, le bal de la Jupe, et espérons qu'il rassemblera du monde, hommes et femmes de toutes origines, pour que le message continue de circuler.

Ni Putes Ni Soumises : l'association

Ni Putes Ni Soumises a été créée en 2002 par Fadela Amara, à la suite du décès de Sohane, 17 ans, brûlée vive par son ex-petit ami dans un local à poubelles de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine (94).

Depuis, l'association se bat pour le féminisme et l'émancipation des femmes, contre toutes les formes d'obscurantisme. Ni Putes Ni Soumises agit également à l'international puisqu'elle dispose d'un statut consultatif auprès de l'ONU.

En savoir + : www.npns.fr

Depuis 2010, le mouvement Ni Putes Ni Soumises appelle les Françaises à porter une jupe le 25 novembre. Pourquoi ? En signe de protestation contre les violences faites aux femmes. Une opération coup-de-poing qui questionne, entre efficacité, symbolique jugée éculée et même... légitimité. Sylvie Badoux, membre du Conseil communautaire d'Est Ensemble, qui se revendique « féminine mais pas féministe », répondra toutefois à l'appel.

Échange de points de vue entre Sihem Habchi et Sylvie Badoux.

Sylvie Badoux, vice-présidente d'Est Ensemble déléguée à l'Emploi et à l'Insertion



CARTE D'IDENTITÉ
45 ans, maire adjointe de Bondy en charge des politiques de formation et d'emploi, vice-présidente de la mission locale de Bondy.

Nous mettons en place des politiques en matière d'emploi, de formation et d'insertion qui visent spécifiquement le public féminin. "

Que pensez-vous de cette journée de la jupe ?

En tant que femme, lorsque l'initiative a été lancée en 2010, je n'y étais pas très sensible. Je trouvais cette action assez stigmatisante: je n'apprécie pas que l'on juge ma tenue, encore moins que l'on m'interdise ou m'autorise à porter une jupe ! En tant qu'élue, ma mission est de défendre les libertés. Je répondrai donc positivement à l'appel de Ni Putes Ni Soumises, en sachant qu'il existe d'autres moyens, notamment législatifs, de s'investir dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Justement, quels sont-ils ?

Notre société voit se développer des formes de repli sur soi et d'intolérance diverses. Cette tendance est renforcée par un contexte socio-économique de crise, particulièrement difficile, qui génère pour de nombreux jeunes des obstacles majeurs à l'insertion. Les filles sont les premières concernées. C'est d'abord en amont, au niveau de l'État, qu'il faut agir. Par exemple, en appliquant les lois sur la parité et l'égalité des salaires hommes-femmes, en contrôlant leur application et en sanctionnant les hors-la-loi.

Et concrètement, dans l'Agglo ?

Notre Communauté d'agglomération possède des compétences en matière d'insertion. Du point de vue de l'administration d'Est Ensemble, nous appliquons une politique de recrutement stricte en termes de parité et d'égalité. En termes de politique publique de l'emploi, nous nous engageons dans la lutte contre les discriminations, promovons l'autonomie des femmes et l'égalité professionnelle. Par exemple, nous souhaitons informer les jeunes femmes sur des métiers qu'elles pensent ne pas pouvoir exercer. Cela en organisant des visites en entreprises ou même un salon de l'emploi « féminin ». Bien entendu, les actions de l'Agglomération ne régleront pas tout...

Toutes en jupe, le pourquoi du comment

En 2010, la lutte contre la violence faite aux femmes a été déclarée « grande cause nationale » par l'État français. La loi du 9 juillet 2010, qui accentue les mesures de prévention et de protection des femmes, a institué en France, chaque 25 novembre, une Journée nationale de sensibilisation aux violences faites aux femmes. Pourquoi cette date ? Car elle correspond à la journée internationale instaurée par l'ONU en 1985.



Le Pré Saint-Gervais est un modèle de mixité sociale réussie, sans ghetto, sans grande barre de HLM à l'architecture démesurée. "

3

Thomas Legrand, éditorialiste politique à France Inter, et Laure Watrin, directrice de la collection de guides touristiques féminins *Les Pintades*, résident au Pré Saint-Gervais depuis 11 ans. Sonner à leur porte, passer au salon, écouter leur Pré. Changement de point de vue sur la Seine-Saint-Denis !

« *Le Pré Saint-Gervais ? C'est lui qui m'a entraînée ici !* » s'exclame Laure Watrin en désignant Thomas Legrand, son compagnon. Ici ? C'est une maison de centre-ville, décorée de bric et de broc, et baignée de lumière grâce à la verrière qui ouvre le plafond. Le Pré, Thomas Legrand y a atterri par hasard. Il a aimé, il y est resté. Et Laure de l'y suivre... Nos deux interlocuteurs sont unanimes : « *Le Pré Saint-Gervais est un modèle de mixité sociale réussie, sans ghetto, sans grande barre de HLM à l'architecture démesurée.* » Une ville qui affiche presque 50 % de logements sociaux, mais zéro grand ensemble. « *Ça ne règle pas tous les problèmes bien sûr, mais cette urbanisme à taille humaine permet de créer du lien social et d'arranger certaines situations plus facilement au quotidien.* »

La convivialité

Dans cette petite commune du 9-3, un seul jour de marché, le samedi. Une matinée par semaine, « *the place to be* ». Des spectacles organisés par la mairie et ficelés par des artistes locaux, venus parfois des villes voisines ; des animations, à l'instar du marché aux livres. Entre les carottes et le carré d'agneau, coïncé entre deux dorades, on poireaute, on feuillette un bouquin, on assiste à une pièce de théâtre, on fait la conversation. On rencontre ses élus, aussi. Le lien social, la proximité comptent parmi les marques de fabrique du Pré Saint-Gervais ; un esprit village qui fait tout son attrait. Certes, la petite superficie¹ de la ville contribue largement à la rendre conviviale. Mais ce n'est pas tout : les commerçants connaissent l'art de rassembler toutes les populations, parfois autour de projets des plus saugrenus... « *Le bar Le Dorémi, par exemple, est un haut lieu de rencontres. Du photographe indépendant qui a son atelier à côté, à l'ouvrier à la retraite, tout le monde y boit son expresso ou déjeune*

sur la terrasse. » explique Thomas Legrand. « *Il y a aussi le pharmacien de la rue Stalingrad, Philippe Hoffman, qui rêve de tenir une pharmacie-café. Il connaît le prénom de chaque client. Dans son officine, en attendant son tour, on peut s'asseoir pour papoter de tout et de rien. Il fait beaucoup pour assurer la cohésion sociale des habitants du Pré* », renchérit sa compagne.

L'inspiration

Si le Pré Saint-Gervais n'est pas à classer parmi les « zones défavorisées » de la Seine-Saint-Denis, y résider c'est vivre au plus près des réalités sociales franciliennes. « *Souvent, parce que je suis chroniqueur sur Inter, on pense spontanément que je vis dans un quartier chic de Paris. J'aime pouvoir répondre que non.* » Deux cités dans la ville, pas de commissariat, 12 nationalités dans la classe de son fils : « *J'y appréhende les questions de politiques publiques, dont je vois les effets directs sur la population. La Seine-Saint-Denis bénéficiait du soutien de la banque Dexia, par exemple. Les équipements culturels et sportifs de la ville vont pâtir de sa faillite. On commence déjà à s'en rendre compte.* » Pour Laure Watrin, le 9-3 est devenu une source d'inspiration : « *Je suis en train de travailler sur un nouvel ouvrage, Une vie de pintade dans le 93.* » La collection a pour but de faire découvrir une ville à travers ses « *Pintades* », des femmes qui ont des préoccupations féminines et féministes. « *Là, ce serait un peu différent puisqu'il s'agirait d'explorer tout un département. Raconter le quotidien d'une femme dans une cité à La Courneuve, la vie d'une commerçante aux Lilas, ou les préoccupations de l'intello précaire de Montreuil. À travers elles, j'aimerais montrer la richesse sociologique du département. C'est cette diversité qui le rend passionnant. Et ça pourrait faire plusieurs tomes !* »

BIO EXPRESS

Laure Watrin
Reporter à RTL pendant 12 ans, elle publie *Les Pintades à New York* en 2004, chroniques de la vie quotidienne des New Yorkaises. Elle co-fonde la collection des *Pintades* peu après (éditée par Calmann-Levy depuis 2008).

→ Découvrir ses *Pintades* : www.lespintades.com



Thomas Legrand
Débute sa carrière de journaliste à RMC en 1988, passe à RTL en 1993, est correspondant à New York pour la station de 2001 à 2005. Éditorialiste politique chez France Inter depuis 2008, il est aussi responsable des pages politiques des *Inrockuptibles*.

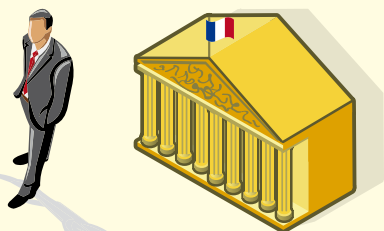
→ L'écouter : rendez-vous chaque matin à 7h42 sur 87.8 FM.

¹ NDLR : Le Pré Saint-Gervais compte 17 335 habitants pour une superficie de 70 hectares.

LES COULISSES DE L'AGGLO

Les récentes élections sénatoriales sont venues placer sous les feux de l'actualité une chambre indissociable de notre système démocratique, mais dont souvent nous ignorons le fonctionnement. Proches de vous, vos élus locaux vous représentent au sein de l'Agglo. D'autres siègent à l'Assemblée nationale, au Conseil général ou au Conseil régional. Tous protègent vos intérêts, portent vos préoccupations, travaillent à l'amélioration de votre confort de vie. Décryptage.

L'Assemblée nationale



► 4 députés

Claude Bartolone (PS),
président du Conseil général,
Jean-Pierre Brard (GDR),
Élisabeth Guigou (PS),
Jean-Christophe Lagarde (NC)

Le Conseil régional
d'Île-de-France



► 6 conseillers régionaux

dont 1 élu Est Ensemble

Martine Legrand (PS et App.), première adjointe du Pré Saint-Gervais,
Nadia Azoug (EELV), adjointe au maire de Pantin, Corinne Bord (PS et App.),
Patrice Bessac (PCF-GU-AC/FG), Djénéba Keita (PCF-GU-AC/FG),
et Philippe Guglielmi (PS), premier adjoint de Romainville,
vice-président d'Est Ensemble Déplacements et mobilités

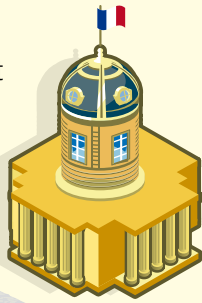
Le territoire d'Est Ensemble :
4 circonscriptions
divisées en 12 cantons

- 5^e circonscription
- 6^e circonscription
- 7^e circonscription
- 9^e circonscription
- ... Délimitation des cantons



QUE FONT-ILS ?

Le Sénat



▶ 2 sénateurs

Aline Archimbault (EELV), ancienne vice-présidente d'Est Ensemble Écologie urbaine et écoquartiers
Gilbert Roger (PS), ancien maire de Bondy, ancien conseiller communautaire



Le Conseil général de Seine-Saint-Denis



▶ 12 conseillers généraux

dont 5 élus Est Ensemble

Claude Bartolone (PS), président du Conseil général et député,
Josiane Bernard (PCF), 2^e vice-présidente du Conseil général,
Belaïde Bedreddine (PCF), **Gilles Garnier (PCF)**, **Gilbert Roger (PS)**, sénateur, ancien maire de Bondy, ancien conseiller communautaire,
Jean-Charles Nègre (PCF), 7^e vice-président du Conseil général,
Abdel-Madjid Sadi (App. PCF), adjoint au maire de Bobigny et **Bertrand Kern (PS)**, maire de Pantin et président d'Est Ensemble,
Daniel Guiraud (PS), maire des Lilas,
Frédéric Molossi (PS), conseiller communautaire,
Corinne Valls (MGC), maire de Romainville,
Sylvine Thomassin (PS), maire de Bondy, vice-présidente d'Est Ensemble
 Développement économique

- **Député** : vainqueur des élections législatives sur sa circonscription, il est élu pour 5 ans et siège à l'Assemblée nationale, l'une des deux chambres du parlement français. Les 577 députés proposent, discutent et votent les projets de loi. Ils contrôlent également l'action du gouvernement.
- **Sénateur** : il siège à la chambre haute du parlement, au palais du Luxembourg. Représentants des collectivités territoriales, les 348 sénateurs français sont désignés pour six ans par 150 000 grands électeurs (députés, conseillers généraux, régionaux et membres des conseils municipaux). Ils votent le budget de l'État et les lois, mais n'ont aucun pouvoir sur le gouvernement.
- **Conseiller régional** : élu au suffrage universel direct pour 6 ans (4 ans lors des élections de 2010) sur des listes établies au niveau départemental, il prend des décisions impactant la région entière autour de compétences qu'il gère de façon autonome : transports, lycées, formation professionnelle, aménagement du territoire...
- **Conseiller général** : élu pour six ans au suffrage universel direct dans son canton, il administre les compétences dévolues au département : aide sociale, collèges, voirie, culture...

QUE REPRÉSENTENT-ILS ?

- **Une région** : la France est découpée en 27 régions administratives (dont 22 en métropole). L'Île-de-France comprend huit départements, totalisant environ 12 millions d'habitants.
- **Une circonscription législative** : subdivision du département, elle correspond en moyenne à 110 000 habitants. La Seine-Saint-Denis en comprend 13, dont quatre situées sur le territoire d'Est Ensemble. Ce découpage sera modifié pour les élections législatives de juin 2012.
- **Un canton** : autre subdivision du département, elle correspond à environ 30 000 habitants. La Seine-Saint-Denis en comporte 40, dont deux à Pantin et Bondy, trois à Montreuil et une pour chacune des autres villes de l'Agglo.



Est Ensemble endeuillée

Bertrand Kern, président d'Est Ensemble, ainsi que les membres du Bureau communautaire ont la tristesse de vous faire part du décès de M. Michel Commusset, vice-président délégué à l'Action sociale. Il fut précédemment vice-président délégué au Commerce et à l'Artisanat.

GROUPE « SOCIALISTES ET RÉPUBLICAINS »

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA MATERNITÉ DES LILAS... AUX LILAS !

À la suite de son élection au Sénat, Gilbert Roger a quitté la présidence du groupe socialiste d'Est Ensemble. J'aurai désormais la charge de conduire notre action au sein du Conseil communautaire. Un premier combat nous a rassemblés : la reconstruction de la maternité des Lilas. Sages-femmes, médecins, usagers, avec l'ensemble des élus de l'Agglo, nous nous sommes mobilisés le 24 septembre dernier pour réclamer la construction de nouveaux locaux auprès de l'Agence régionale de santé (ARS). Avec Daniel Guiraud, Bertrand Kern, Gérard Cosme et Claude Bartolone nous continuerons à nous battre pour permettre à cet établissement, qui réalise chaque année 1700 accouchements et 1300 IVG, de poursuivre son activité. Je veux, au nom des élus de notre groupe, réaffirmer notre détermination à ne rien céder face au gouvernement qui privilégie la rentabilité financière, à la qualité de l'offre de soins en Seine-Saint-Denis. C'est pourquoi nous nous opposons au Plan stratégique régional de santé élaboré par l'ARS qui vient réduire encore un peu plus les moyens accordés à l'hôpital public. Rien que pour les hôpitaux de l'AP-HP, ce sont ainsi plus de 3500 postes qui seront encore supprimés d'ici 2012. Vous pouvez compter sur les élus socialistes d'Est Ensemble pour continuer à se mobiliser en faveur d'un service public de la santé de qualité.

Mathias OTT, président du groupe « Socialistes et Républicains », maire adjoint du Pré Saint-Gervais

ÉLUS NON INSCRITS

INFORMEZ-NOUS !

Nous demandons la transparence sur le projet d'usine de méthanisation de Romainville au cœur d'Est Ensemble, les détails techniques et environnementaux. Les riverains ont le droit à la parole et à l'information complète sur ce dossier.

Carole Brévière, conseillère communautaire MoDem – <http://force-orange-caee.hautetfort.com>

La Communauté d'agglomération exerce, notamment, les compétences relatives à l'équilibre social de l'habitat. Les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire et celles à destination du logement des personnes défavorisées sont donc désormais de sa responsabilité. Les orientations affichées aujourd'hui portent sur le soutien au logement social, la mixité sociale, la lutte contre l'habitat indigne. Les moyens qui seront mis en œuvre devront être immenses, et encore plus, pour dénouer la chaîne de la précarité ouverte par le mal logement. Nous les attendons.

Dominique Attia et Mariama Lescure, Alter-agglo 93 – <http://alter-agglo93.blogspot.com>

UNE INTERCOMMUNALITÉ DE CONVICTIONS

Certains préfets, plutôt que de convaincre de la nécessité des communautés de communes, en imposent la création. Est Ensemble est née d'une volonté commune. Elle doit dépasser les intérêts locaux particuliers et agir dans l'intérêt général communautaire.

Alain Périès, conseiller communautaire MRC

GROUPE « EUROPE ÉCOLOGIE – LES VERTS » (EELV)

UN CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT POUR FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE

Dès sa création, Est Ensemble a voulu la participation des forces vives du territoire au sein d'un Conseil de développement. Cette instance de démocratie participative est prévue par la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (dite loi Voynet) du 25 juin 1999. Neuf mois ont été nécessaires pour choisir ses 81 membres, répartis dans 6 collèges : syndicalistes, entreprises, services publics, associations, représentants des instances de démocratie locale, personnalités qualifiées, en veillant à la parité homme/femme, à l'équilibre des neuf villes, à la place de la jeunesse.

Installé depuis le 18 octobre 2011, doté d'un budget propre, le Conseil de développement rassemble des personnes engagées, dans un espace de concertation citoyenne, d'auto-formation, et constitue une force d'expertises et de propositions indépendante des élus. Il travaillera en priorité sur le Plan climat énergie territorial et le Plan local de l'habitat, et peut s'autosaisir sur toute question concernant l'agglomération. Pierre Stoeber, conseiller communautaire délégué, l'encouragera dans ce rôle d'animation du débat public, d'évaluation des projets, la concertation étant au cœur de toute démarche de développement durable.

Le groupe « Europe Écologie Les Verts » – groupe.ecologie@est-ensemble.fr

GROUPE « COMMUNISTES, RÉPUBLICAINS, CITOYENS - PARTI DE GAUCHE » (CRC-PG)**UN INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DÉFINI PAR L'INTÉRÊT DE LA POPULATION**

Le 6 octobre dernier s'est déroulée à Pantin la soirée de restitution de la concertation Est Ensemble. Une synthèse des propositions des habitants du territoire y a été diffusée. Emploi, formation, habitat, santé... Les besoins sont bien réels et les demandes sont claires. Ces témoignages doivent être entendus lors de la définition de l'intérêt communautaire, qui sera votée en partie le 13 décembre prochain.

Nous devons donner à l'action politique de cette Communauté d'agglomération un véritable cap, et constamment rappeler qu'une majorité de gauche doit assumer un projet partagé ancré à gauche. Nous appelons à la prise de décisions audacieuses sur l'emploi, le logement, la formation... et à considérer les besoins humains avant toute logique marchande. Nous devons mobiliser notre énergie pour les habitants de nos neuf villes, qui attendent des réponses concrètes, rendant attractif le territoire d'Est Ensemble.

Les trous béants laissés par désengagement de l'État vis-à-vis des services publics rendent la tâche difficile, mais vous pouvez compter sur l'action des élus de notre groupe pour améliorer votre quotidien.

Groupe « Communistes, Républicains, Citoyens - Parti de Gauche » – tél. : 01 79 64 52 97

GROUPE « DROITE ET CENTRE EST ENSEMBLE »**VIGILANCE ! ACCRUE ?**

Au dernier conseil communautaire d'Est Ensemble, il a été voté deux points importants :

- d'abord, la décision d'acheter le siège Romainvillois de la collectivité. Pour nous, c'est plutôt un acte de bonne gestion quand on compare le prix du loyer au prix d'achat. Il reste néanmoins que cette dépense est désormais irréversible. Plusieurs questions restent posées : le coût de l'entretien, de la mise aux normes de l'établissement et de son adéquation à tous les personnels une fois tous les transferts effectués ?

- ensuite, les taux d'enlèvement des ordures ménagères (désormais de la compétence d'Est Ensemble) pour 2012 ont déjà été votés. Le maintien de ceux-ci jusqu'aux prochaines municipales implique une remarque de fond : notre Communauté d'agglomération a été mise en place pour mutualiser des dépenses et donc générer des économies profitables aux 400 000 habitants. Manifestement, ce n'est pas le chemin retenu au niveau du principe puisque les appels d'offre ne sont pas encore réalisés et que nous ne connaissons pas encore le coût réel de ce service. Il en est d'ailleurs de même pour la taxe d'assainissement. Cherchez la cohérence. Face à cela, nous restons vigilants, et même d'une vigilance accrue.

Les élus du groupe « Droite et Centre Est Ensemble »

GROUPE « MOUVEMENT DE LA GAUCHE CITOYENNE »**POUR LA DÉFENSE DE NOTRE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ !**

La mobilisation du 24 septembre 2011 pour défendre la maternité des Lilas a démontré la nécessité de pérenniser et de renforcer le service public de santé aujourd'hui menacé par des restructurations strictement comptables qui ne tiennent pas compte des besoins de nos concitoyens et créent une réelle inégalité devant l'accès aux soins.

Alors même que les inégalités sociales de santé s'accroissent, que le nombre de personnes âgées et de familles monoparentales s'accroît, nous devons être vigilants sur l'action de l'Agence régionale de santé. Les 300 millions d'euros d'économies prévues entraîneront une réelle discontinuité d'accès aux soins sur nos territoires déjà fortement touchés par une désertification médicale, notamment en ville. C'est donc un véritable démantèlement progressif du service public de santé qui se projette.

Nous devons nous opposer à cette marchandisation de notre système de santé et combattre fermement cette politique injuste qui ne vise finalement qu'à fragiliser le service public de santé ! Il en va d'une certaine idée d'équité entre tous les territoires de la République.

Asma Gasri, conseillère communautaire « Mouvement de la gauche citoyenne »